

Après les funérailles de Ndadaye

La confusion règne toujours à Bujumbura

Au Burundi, les violons ne s'accordent pas entre les partisans du Frodebu et ceux de l'Uprona. Désigné candidat du Frodebu à la présidence de la République, l'ancien ministre de l'Agriculture ne fait pas l'unanimité. Puisque des manifestations de rue se sont, le 6 janvier dernier à Bujumbura, déroulées contre sa personne. Ces manifestations ont été organisées par des jeunes Upronistes qui protestaient également contre les troupes d'interposition de l'OUA, fortes de 200 éléments provenant de 3 pays de l'Afrique de l'Ouest dont le Niger et le Cameroun. Ces protestations cachent non seulement de velleité ethnique mais aussi une querelle sur la désignation du président. Par ce que le parlement burundais vient de décider l'amendement de quelques articles de la constitution de manière qu'il puisse procéder à l'élection au second degré du chef de l'Etat. En ce qui concerne l'Assemblée nationale, une solution a été trouvée avec l'avènement à sa tête de M. Sylvestre Ntibantunganya, ancien ministre des relations extérieures du cabinet Sylve Kinigi. Dans tous les cas, rien n'est stable sur le plan politique au Burundi tant que la question institutionnelle divise les tenants du pouvoir et l'opposition. Mais que dire de l'armée qui, la main sur la gachette, observe la situation politique ?

Les Burundais ont voulu enterrer leur honte lors des funérailles du Président Ndadaye qui s'étaient déroulées le 6 décembre 1993 sous la haute surveillance de l'armée. Vouloir faire amende honorable et baisser d'un cran la tension qui prévalait la veille dans les collines environnantes de Bujumbura, cette dernière s'était chargée de transporter la dépouille présidentielle jusqu'à sa dernière demeure. Laquelle n'était autre que le palais du dernier Vice-gouverneur colonial à l'orée de la ville.

Bujumbura était donc quadrillé et tout le monde ne pouvait pas se rendre à la cérémonie. Chaque commune avait délégué dix personnes préalablement "badgées". Ainsi, les bourreaux côtoyaient leurs victimes dans la dignité. Peu de délégation étrangère ; il y avait le Président de l'Assemblée nationale du Rwanda ; le Premier ministre de Mobutu, M.

Birindwa ; un membre influent du gouvernement tanzanien ; un représentant du Sous-secrétaire d'Etat américain. C'est dire que tout baignait dans un univers familial. La CEPGL n'a pas été représentée au haut niveau et Bujumbura s'en plaignait en silence.

Les funérailles de Ndadaye avec 7 autres "martyrs de la démocratie" parmi lesquels deux Tutsi ont connu leur temps fort lors des oraisons funèbres dont celle de Mme Laurence Ndadaye la veuve du président assassiné. Elle avait transcendé sa douleur pour déclarer "j'interpelle tout le monde pour qu'on se mette à l'écoute de la raison et du cœur et d'arrêter cette folie meurtrière, cette affligeante destruction systématique de notre pays. Ceux qui veulent me témoigner leurs sympathies et à toute la famille Ndadaye, qu'ils respectent mon appel. C'est le grand témoignage pour me consoler et honorer la

mémoire de Ndadaye Melchior. Le sang burundais a trop coulé. Nos morts ne réclament pas la vengeance mais d'arrêter le bain de sang. N'ajoutons pas le drame au drame. C'est le moment unique offert à chaque Burundais de prouver son sens patriotique d'apporter sa contribution dans la reconstruction du pays".

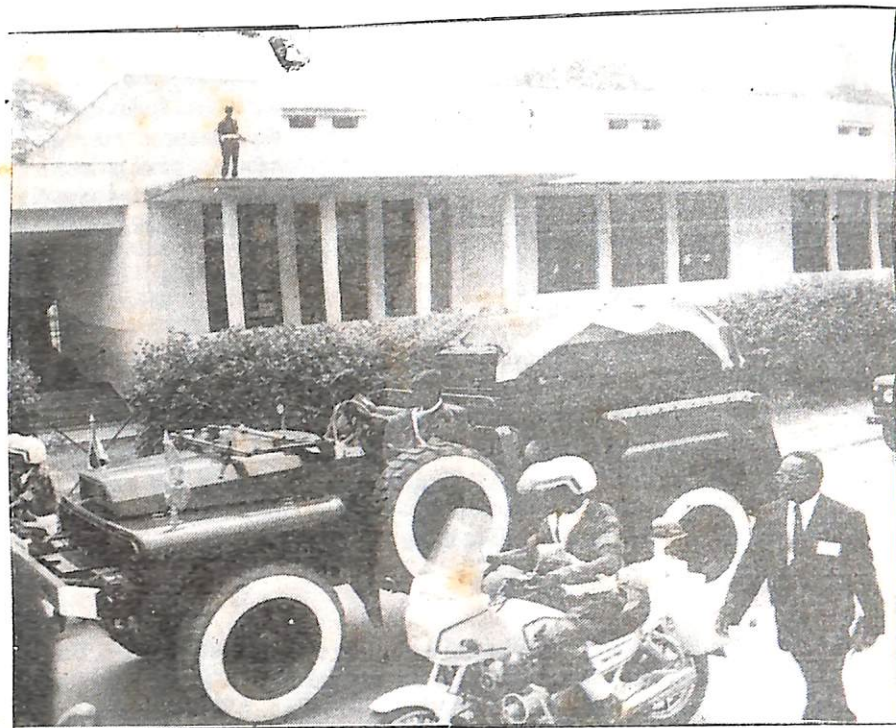
Or, la démocratie au Burundi achoppe sur un vide institutionnel créé après que le pouvoir y soit décapité. Au lieu d'aller immédiatement aux élections aux suffrages universels selon la constitution ; le ministre des Relations extérieures et de la coopération et Président intérimaire du Frodebu M. Ntibantunganya estime qu'il faut au moins un an pour remettre de l'ordre dans l'auberge. En effet, le Frodebu ne cesse de battre l'appel de ses troupes éparpillées dans les collines du Burundi ou à l'étranger pour une réunion du Parlement. Car seule l'Assemblée nationale peut apporter une réponse politique à la question du vide institutionnel.

Bien que ce parlement renferme 80 % des Frodebustes, rien n'est moins sûr qu'il ne manquera un consensus pour sortir un autre chef de l'Etat ainsi qu'un autre président de l'Assemblée nationale. Il suffit de braver la tempête politique qui domine l'arrière-pays où les tumultes entre partisans tutsi et hutu s'affrontent sur plusieurs fronts. L'armée, qui a compris qu'il ne sert à rien de modifier le cours démocratique des choses, doit rejoindre les casernes et attendre que l'enquête sur les auteurs et les causes de l'assassinat du Président

Ndadaye initiée par le gouvernement de Mme Kinigi apporte ses conclusions. Même si la commission mise en place est contestée par le collectif de l'opposition qui a relevé qu'elle est essentiellement tribale et composée des personnes n'étant pas nécessairement des experts en la

matière. Le moins que l'on puisse demander aux Burundais est de transcender ce double génocide (la mort de la démocratie et du chef de l'Etat), la suspicion, et la peur afin de permettre le dixième de sa population de regagner le bercail.

Eyenga Sana



6 novembre 1993, la dépouille présidentielle est conduite à sa dernière demeure

Le drame burundais vu par un réfugié

Encore autant de fois le Burundi vient et continue d'être le théâtre des tueries horribles sur son étendue. Le titre de cet article s'avère bien fondé pour que l'opinion, internationale en général et régionale (pays des Grands lacs) en particulier, se saisisse du démon qui s'abrite au Burundi depuis plusieurs années. Le Burundi est un petit pays mais grand en événements meurtriers après l'indépendance. On n'oubliera jamais, dans l'histoire du Burundi les principales années noires à savoir 1962, 1965, 1967, 1972, 1973, 1988, 1991 et 1993. Pour ces années près d'un demi million de Burundais ont été tués, parmi lesquels plus de quatre vingts pour cent étant des Hutu.

Quelques actions ont été proposées par certains Burundais ou étrangers pour essayer de sortir de l'impasse. La réconciliation entre les 2 ethnies Hutu et Tutsi a été marquée par la présence de 3 ou 4 Hutu dans les gouvernements de Micombero et Bagaza, tout en s'abstenant de parler des ces ethnies. Une autre étape

quoique tardive, a été initiée par Buyoya en reconnaissant l'existence des deux ethnies et en brandissant la politique de l'Unité nationale. C'est ainsi qu'une constitution taillée sur mesure a été adoptée par référendum national. Une année plus tard grâce à l'opposition et certains éléments du régime, certains partis ont été agréés.

Les élections démocratiques qui suivirent, dans une transparence inattendue ont été remportées par le Frodebu et il faut le reconnaître, ont porté à la magistrature suprême Melchior Ndadaye avec un score de 65 % soutenu par un Parlement à 80 %. Malgré tout cela, les ennemis de la démocratie, quoique militaires n'ont pas tardé à vouloir la détruire. Un coup d'Etat manqué a été opéré quelques jours avant l'investiture de M. Ndadaye. Trois mois plus tard, les assouffés de sang et leurs complices vont faire sortir le grand arsenal militaire pour aller bombarder le Palais présidentiel et tuer le Président Ndadaye ainsi que ses proches

collaborateurs. Dès l'appréhension de cette besogne jamais opérée dans aucun pays du monde, la folle meurtrière interethnique s'est rapidement abattue sur presque toute l'étendue de la République. Des militaires Tutsi (l'armée burundaise est presque exclusivement tutsi) tirent sur tous les hutu qu'ils rencontrent sur le chemin et dans les campagnes, des paysans hutu et tutsi s'entre-tuent au grand jour. Plusieurs maisons ont été brûlées ou détruites, les routes en terre ont vu leurs ponts cassés. Bref le pays est à reconstruire si la paix revient.

De nombreuses questions se posent. Qui a déclenché cette folie meurtrière ? N'est-ce pas l'armée ou une partie de celle-ci ? Et ne pouvait-on pas prévoir les réactions en chaîne d'une telle violence ? Ou c'était intentionnellement voulu ? Une analyse profonde montre que dans toutes les tueries cycliques qui se sont abattues sur le Burundi, l'armée appuyée par quelques complices civils, a été toujours à la base. Cette

armée est monoethnique (plus de 95 % sont des tutsi) et vient de diriger le pays pendant plus de 25 ans. Pendant cette folie meurtrière des Hutu ont fui vers les pays limitrophes tandis que les Tutsi s'exilaient dans les camps militaires. Ce sont les militaires tutsi qui ont tué physiquement le Président M. Ndadaye et ses proches collaborateurs.

Par exemple, l'Administrateur général de la documentation et des migrations, Richard Ndikumwami et le Président de l'Assemblée nationale Pontien Kariwami ainsi que l'épouse du ministre des Affaires extérieures et son amie, alors épouse d'un député ont été poignardés par des militaires ("bérêts rouges") devant leurs maisons et au vu du public. Ce sont des militaires de Gitega qui ont décimé toutes les familles Hutu (appuyés par des civils bien connus) du centre de Gitega, de Nyabutusi et de Masengo pour ne citer que ceux-là !

Le véritable problème burundais est profond. L'armée burundaise en est à la base. Si le gouvernement

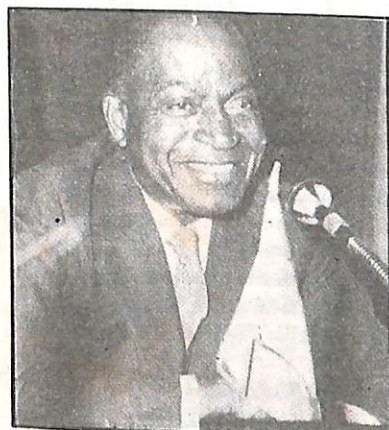
légal travaille en exil dans un hôtel, si certains députés sont en exil dans les pays limitrophes, ce n'est pas pour fuir des bandes civiles de Tutsi, mais l'armée burundaise.

A travers les réunions de pacification que le maire de Bujumbura a tenues dans les différents quartiers de la capitale, la population se prononçait clairement : il y a un divorce consommé entre la population (Hutu) et l'armée (Tutsi), les raisons sont là.

En effet, par exemple, on peut se demander comment aucune balle n'a été tirée pour défendre le Président Ndadaye et ses proches collaborateurs qui avaient tous une grande importance militaire ! Etonnant encore, les militaires étaient à la recherche acharnée des Hutu à tuer sur-le-champ dès les premières heures du coup d'Etat. La restructuration de l'armée burundaise est plus que nécessaire pour faire renaître la confiance entre la population et l'armée.

Côte d'Ivoire

L'héritage d'Houphouët repose sur Konan Bedié



Félix Houphouët Boigny

Le sage Houphouët n'est plus. Il est mort le 7 décembre 1993, date anniversaire de la Côte d'Ivoire, à l'âge de 88 ans. Ce déboulaire "vieux" fut un chef des Baoulé par sa naissance. Il a contracté un mariage politique avec sa première épouse Mamie Kadi Sow, issue de la haute noblesse et qui lui a donné, dit-on, outre ses quatre enfants, le soutien du royaume de l'Indémie (dans l'Est du pays). Le médecin africain Oufouet Dia est au fil des jours devenu le président Félix Houphouët Boigny. Après un long parcours sans faute de demi-siècle, le "vieux" qui a pu forger une image de marque pour la Côte d'Ivoire fut un dirigeant

exceptionnel avec une vision de développement hors du commun.

Avant l'indépendance de son pays, le sage africain a rondement mené sa politique anti-coloniale par la suppression du travail forcé et en imposant un statut d'autonomie des cadres pour les anciennes colonies françaises. A l'indépendance des Etats africains, Houphouët était régulièrement associé aux grandes décisions qui se prenaient pour l'Afrique. Il fut l'un des pères fondateurs de l'OUA en 1963 à Addis Abeba.

A sa mort, il laisse une Côte d'Ivoire développée mais confrontée à de multiples problèmes financiers.

Notamment la dette extérieure évaluée à 4 milliards de dollars au titre des services, soit plus du quart du montant total d'une dette estimée à 14,5 milliards de dollars. Mais le Premier ministre Alassane Ouattara avait été chargé par le feu Président de redresser l'économie avec l'aide de la France, le FMI, la Banque mondiale et la BCEAO. Fort du travail abattu en 3 ans, Ouattara voulait se passer de l'article 11 de la constitution ivoirienne pour remplacer le disparu.

Ce fut une guerre des textes, précisée par une querelle sur l'après-Houphouët animée par l'opposant Laurent Gbagbo, secrétaire

général du Front populaire ivoirien. Elle s'est achevée sur la victoire de Konan Bedié, président de l'Assemblée nationale ivoirienne. C'est la Cour constitutionnelle qui déclara vacant le poste du Président de la République à la mort d'Houphouët Boigny. Avec habileté, cet ancien fonctionnaire du FMI et ancien ministre des Finances de son pays a pu désamorcer la fronde du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et balayer d'un revers de la main les ambitions de l'opposition toutes tendances confondues. Maintenant, il lui appartient d'assumer l'héritage du "vieux" avec la sagesse du défunt.